



# Repenser la fiscalité mobile pour améliorer la connectivité

Résumé





# GSMA™ Intelligence

La GSMA, qui représente les intérêts des opérateurs de téléphonie mobile dans le monde entier, rassemble plus de 750 opérateurs et plus de 350 entreprises de l'écosystème mobile au sens large (fabricants de téléphones et appareils mobiles, éditeurs de logiciels, fournisseurs d'équipements, prestataires Internet et organismes issus de secteurs liés). La GSMA organise également les MWC, événements de premier plan du secteur, à Barcelone, Los Angeles et Shanghai, ainsi que la série de conférences régionales Mobile 360.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site Web de la GSMA: [www.gsma.com](http://www.gsma.com)

Suivez la GSMA sur Twitter: [@GSMA](https://twitter.com/GSMA)

GSMA Intelligence est la source définitive de données, analyses et prévisions sur les opérateurs de téléphonie mobile dans le monde, ainsi que l'éditeur de rapports et travaux de recherche sur l'industrie faisant autorité.

Notre base de données couvre tous les groupes d'opérateurs, réseaux et MVNO à travers tous les pays du monde - de l'Afghanistan au Zimbabwe. C'est l'ensemble de données et d'indicateurs le plus précis et le plus complet concernant l'industrie, comprenant des dizaines de millions de points de données individuels, mis à jour quotidiennement. GSMA Intelligence est un atout majeur utilisé par de nombreux opérateurs, fabricants, régulateurs, institutions financières et autres acteurs de l'industrie afin de contribuer à la prise de décision stratégique et à la planification des investissements à long-terme. Les données sont utilisées comme point de référence de l'industrie et sont fréquemment citées par les médias et par l'industrie elle-même.

Notre équipe d'analystes et d'experts produit des rapports de recherche réguliers sur l'ensemble des sujets de l'industrie.

[www.gsmaintelligence.com](http://www.gsmaintelligence.com)

[info@gsmaintelligence.com](mailto:info@gsmaintelligence.com)

## Auteurs

**Xavier Pedros**, Economiste

**Mayuran Sivakumaran**, Economiste sénior

# Synthèse

Dans de nombreuses régions du monde, et notamment dans les pays en développement, la téléphonie mobile représente aujourd'hui le principal moyen d'accès à l'internet pour les consommateurs. Pourtant, dans beaucoup de ces pays, les gouvernements imposent, en surplus de la fiscalité générale, de plus en plus des impôts propres au secteur sur la consommation de services mobiles, les téléphones portables et les opérateurs de réseaux mobiles. Cette tendance constitue une menace importante pour le développement des services mobiles au sein de la population compromettant les retombées économiques et sociales largement reconnues de la technologie mobile.

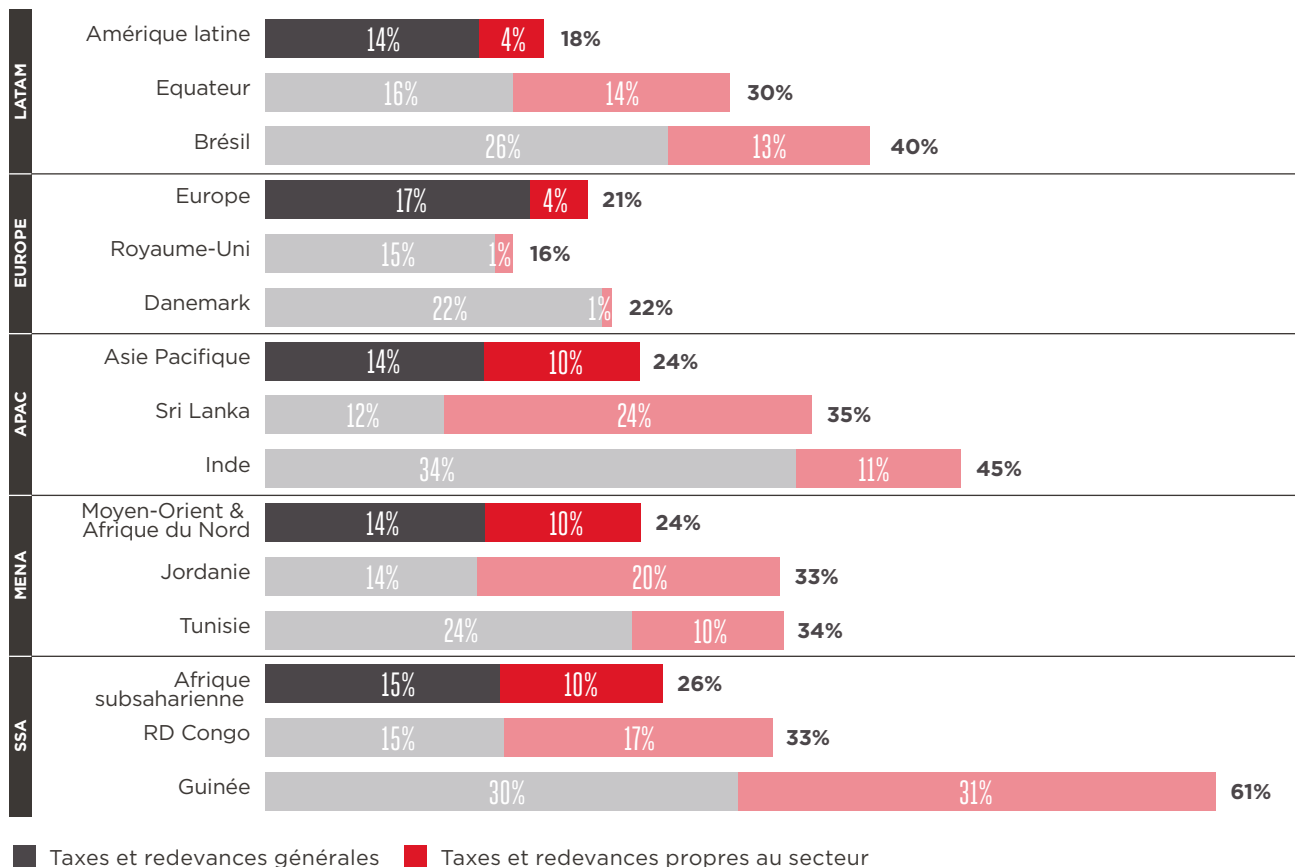
Les consommateurs de services mobiles et les opérateurs mobiles sont soumis à une charge fiscale importante, qui se compose de plus en plus de taxes et redevances propres au secteur

En 2017, les prélèvements fiscaux sur les consommateurs et le secteur représentaient, en moyenne, 22 % du chiffre d'affaires du secteur.<sup>1</sup> Près d'un tiers de ces prélèvements sont des taxes et redevances propres au secteur de la téléphonie mobile, dont les opérateurs mobiles et les consommateurs doivent s'acquitter en plus de la fiscalité générale qui s'applique à l'ensemble de l'économie.

Figure 1

## Dans de nombreux pays, la fiscalité des consommateurs et des opérateurs représente plus de 30 % du chiffre d'affaires du secteur

Fiscalité générale et propre au secteur, en pourcentage du chiffre d'affaires du secteur (2017)



Source : GSMA Intelligence

<sup>1</sup> Selon notre enquête auprès d'opérateurs mobiles situés dans 86 pays du monde entier.

La fiscalité varie considérablement selon les régions. La charge fiscale des marchés d'Afrique subsaharienne figure parmi les plus élevées globalement, avec une fiscalité propre au secteur qui atteint en moyenne 10 % du chiffre d'affaires du secteur, voire 31 % dans un pays comme la Guinée.

En 2017, près de 1,5 milliards de consommateurs dans 60 pays étaient soumis à une fiscalité propre à la téléphonie mobile lors de l'achat de services mobiles ou d'appareils portables, dont un tiers en Afrique et au Moyen-Orient.

- Le nombre de pays dans lesquels les consommateurs paient des taxes et redevances propres au secteur a quasiment doublé entre 2011 et 2017. Il y a eu près de 120 augmentations ou créations de prélèvements fiscaux propres au secteur pendant cette période.
- La moitié de ces 120 augmentations de la fiscalité propre au secteur porte sur la consommation des services et se concentre en Afrique et au Moyen-Orient.

### La fiscalité propre au secteur réduit l'accessibilité financière et l'investissement

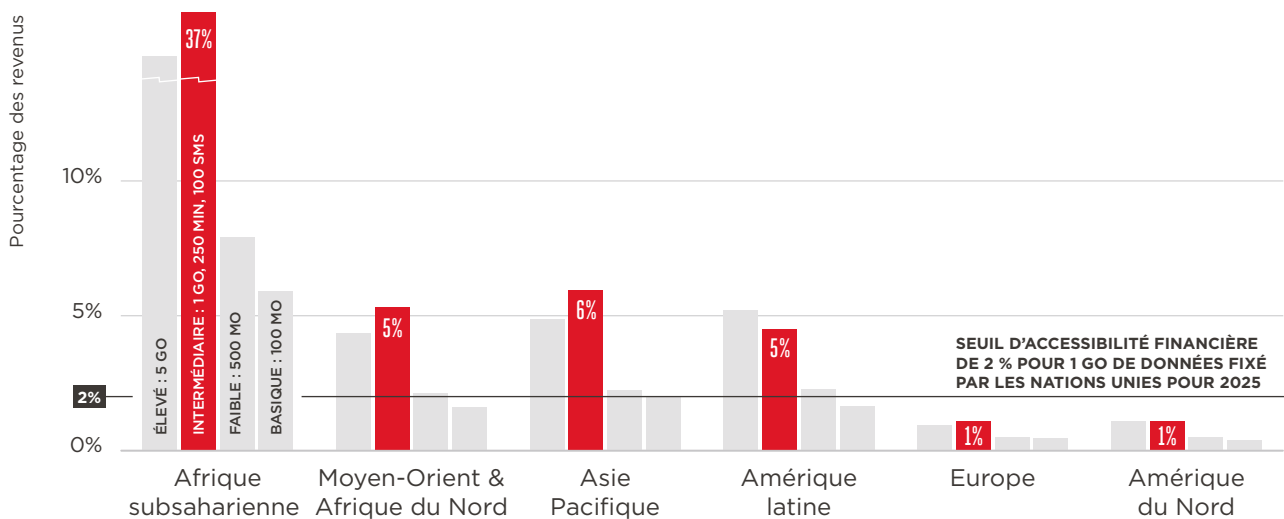
Un accès abordable à l'internet mobile est important pour les consommateurs et la collectivité, car il a le pouvoir de transformer les sociétés et de moderniser les économies. L'internet mobile améliore la communication et l'accès à l'information, il stimule la productivité et il rend les marchés plus efficaces. Veiller à ce que l'internet mobile reste abordable permet à davantage de personnes de profiter de ses avantages, et permet également aux utilisateurs existants de consommer davantage de données, car les technologies plus avancées et utilisant plus de données présentent encore plus d'avantages.

La Commission des Nations unies sur la large bande a récemment fixé un objectif d'accessibilité financière de « 1 pour 2 », ce qui signifie qu'un 1 Go de données devrait coûter moins de 2 % du revenu mensuel moyen par habitant. Cet objectif a pour but de permettre aux 55 % de la population mondiale qui n'est pas encore connectée à l'heure actuelle de le devenir d'ici 2025. Cependant, de nombreux pays auront du mal à réaliser cet objectif : l'achat d'un gigaoctet de données représente aujourd'hui entre 5 et 37 % des revenus en Afrique subsaharienne, dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, en Asie-Pacifique et en Amérique latine, un niveau clairement inabordable qui représente entre deux et dix-huit fois le seuil visé par les Nations unies pour 2025.

Figure 2

## L'internet mobile reste inabordable pour de nombreux utilisateurs dans le monde

Coût total de possession de la téléphonie mobile en pourcentage des revenus, tous revenus (2017)



Source : GSMA Intelligence

Ces problèmes d'accessibilité financière s'expliquent en partie par le poids croissant de la fiscalité pour les consommateurs. En 2017, les impôts à la consommation représentaient 19 % du coût total de possession de la téléphonie mobile (TCMO en anglais pour *total cost of mobile ownership*), un chiffre en hausse par rapport à 2011 en raison notamment de nombreuses augmentations des prélèvements fiscaux propres au secteur. Sur plusieurs marchés (Turquie, Congo ou Argentine, par exemple), la fiscalité représente plus d'un tiers du TCMO pour les consommateurs. Tous ces pays ont des impôts et taxes propres à la téléphonie mobile.

Il est possible de rendre la téléphonie mobile plus abordable en réduisant la charge fiscale des consommateurs. En Afrique subsaharienne, en Amérique latine, dans la région MENA et en Asie-Pacifique, les impôts à la consommation suffisent à eux

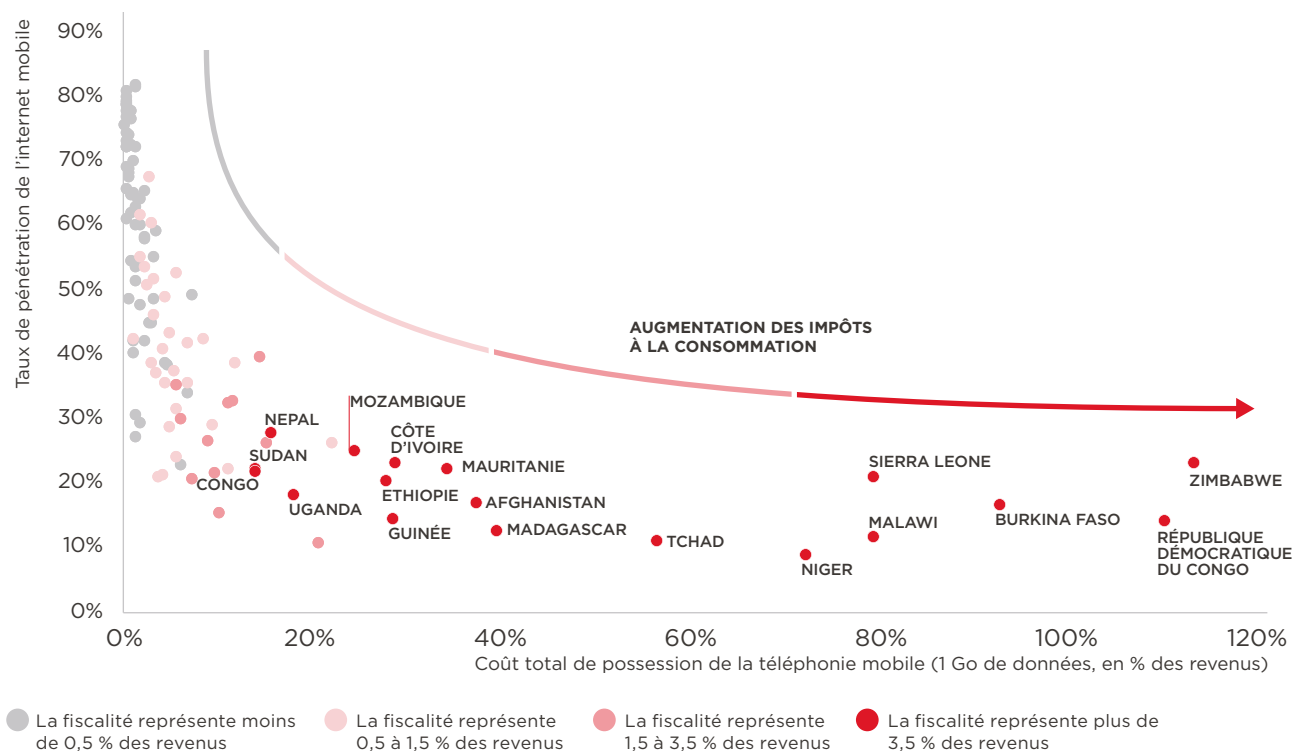
seuls à rendre les services inabordables (représentant plus de 2% du revenu) pour les 1,2 milliards de personnes qui se trouvent dans la tranche des 20 % de revenus les plus bas, sans même tenir compte du prix effectif des services ou des téléphones.

La réduction du coût de possession de la téléphonie mobile est un enjeu important pour les gouvernements, car la réduction des coûts à la consommation s'accompagne de niveaux plus élevés de connectivité mobile. Dans les pays où la charge fiscale est plus basse pour les consommateurs, le coût de possession de la téléphonie mobile est moins élevé. Dans les pays où elle représente plus de 3,5 % des revenus des consommateurs, la réduction de la fiscalité pourrait s'avérer une stratégie importante d'amélioration de la connectivité mobile.

Figure 3

### Impact de la fiscalité des consommateurs sur le coût de possession de la téléphonie mobile et la pénétration de l'internet mobile

Coût total de possession de la téléphonie mobile pour 1 Go (en pourcentage des revenus) et taux de pénétration de l'internet mobile (2017)



Source : GSMA Intelligence

La fiscalité propre au secteur pénalise aussi l'investissement, car elle réduit les flux de trésorerie disponible des opérateurs et accroît leur dépendance à l'égard des marchés financiers pour leurs investissements. La fiscalité élevée du secteur de la téléphonie mobile réduit la rentabilité potentielle de

ces investissements, car les consommateurs réduisent leur utilisation de la téléphonie mobile sur les marchés fortement fiscalisés.

Il existe également une corrélation entre la volatilité des impôts à la consommation, qui est source

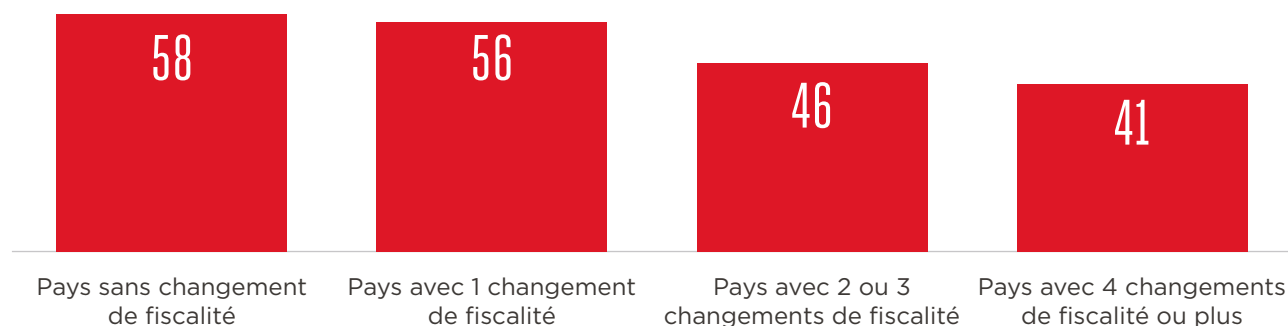
d'incertitude, et l'état des infrastructures mobiles. Les marchés sur lesquels les impôts à la consommation ont changé plus de trois fois au cours de la période 2011-2017 (Bangladesh, Brésil ou Égypte, par exemple) ont une note d'infrastructure<sup>2</sup> qui est en moyenne inférieure de 17 points à celle des marchés

sur lesquels les impôts à la consommation n'ont pas changé. Les niveaux élevés de fiscalité et d'incertitude peuvent créer un environnement défavorable pour les opérateurs qui envisagent d'investir dans de nouveaux réseaux et de nouvelles technologies, comme par exemple la 4G et la 5G.

Figure 4

## Les marchés qui affichent une incertitude fiscale plus importante ont une note d'infrastructure plus basse

Note 2017 d'infrastructure dans l'Indice de connectivité mobile de la GSMA en fonction du nombre de modifications des impôts à la consommation (2011-2017)



Source : GSMA Intelligence

**Le rééquilibrage des redevances réglementaires et impôts propres au secteur est susceptible d'améliorer la connectivité, la croissance économique, l'investissement et la stabilité budgétaire**

La fiscalité propre au secteur ne tient pas compte des retombées économiques plus larges de la téléphonie mobile. Une stratégie de maximisation des recettes fiscales privera les pays d'une partie des avantages de la téléphonie mobile pour les consommateurs et l'économie dans son ensemble. Sachant en outre que la téléphonie mobile permet la mise en place de services publics en ligne, elle a un rôle important à jouer pour améliorer l'efficacité des administrations fiscales.

La réduction de la fiscalité propre au secteur est susceptible de rendre les services mobiles plus abordables et de stimuler la demande, ce qui est source de valeur ajoutée pour l'économie grâce à l'effet d'entraînement sur les autres secteurs et à l'augmentation de la productivité des travailleurs résultant de la connectivité mobile. Le secteur élargi de la téléphonie mobile peut financer davantage d'emplois et d'investissements dans les infrastructures, ce qui a un impact positif supplémentaire sur l'économie. Des études de la GSMA montrent que la demande peut être stimulée au point d'entraîner une augmentation des recettes fiscales de l'État à moyen terme.

Tableau 1

## Modélisation de l'impact d'un échantillon de réformes fiscales au bout de 5 ans

	<b>ARGENTINE :</b> suppression du droit d'accise sur les services mobiles (4,2 %)	<b>SRI LANKA :</b> suppression de la redevance des télécommunications sur les appels et les SMS (25 %)	<b>TUNISIE :</b> suppression des droits de douane sur les équipements de réseau
<b>Impact sur le PIB</b>	+ 1 830 M\$	+ 878 M\$	+ 161 M\$
<b>Impact sur les recettes fiscales</b>	+ 980 M\$	+ 165 M\$	+ 42 M\$

Source : Reforming mobile sector taxation in Argentina, GSMA, EY, 2017; Réformer la fiscalité de la téléphonie mobile en Tunisie, GSMA, EY, 2018; Reforming mobile sector taxation in Sri Lanka, GSMA, EY, 2018.

<sup>2</sup> Comme reflété dans l'Indice 2017 de la connectivité mobile de la GSMA. La note d'infrastructure mesure l'existence d'une couverture de l'internet mobile à haut débit.



Dans le monde entier, les gouvernements reconnaissent l'importance des politiques de soutien au secteur des technologies de l'information et des communications. Cela se traduit par des programmes numériques contenant des objectifs ambitieux de connectivité, dont la réalisation repose souvent sur les réseaux mobiles. Il existe un certain nombre de

principes dont les gouvernements devraient tenir compte pour réformer la fiscalité propre à la téléphonie mobile, dans le but d'harmoniser la fiscalité du secteur avec celle des autres secteurs et de la rendre plus conforme aux pratiques de référence recommandées par des organisations internationales telles que la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international.

Tableau 2

## Application des principes d'imposition au secteur de la téléphonie mobile

### L'assiette fiscale doit être aussi large que possible

La fiscalité du secteur qui ne relève pas de la fiscalité générale fausse les marchés et affecte le niveau des prix et de l'investissement. La réduction de cette fiscalité propre au secteur entraîne une augmentation de l'adoption et de l'utilisation des services mobiles. En élargissant la base d'utilisateurs et l'assiette d'imposition, cette baisse de la fiscalité a un impact positif à moyen ou long terme sur les recettes de l'État. Une réduction progressive de la fiscalité propre au secteur constitue un moyen efficace pour les gouvernements d'apporter leur soutien aux ambitions de connectivité numérique tout en bénéficiant de la croissance économique qui en résulte et en évitant un important impact négatif sur les finances publiques à court terme.

### Le système fiscal doit être simple et stable

L'incertitude quant à l'évolution de la fiscalité réduit l'investissement, car le risque d'augmentation des impôts est intégré aux décisions d'investissement. De plus, le grand nombre de prélèvements fiscaux sur des assiettes différentes augmente les coûts de conformité pour les opérateurs mobiles et l'administration fiscale. Les gouvernements devraient s'efforcer de limiter les changements de fiscalité imprévisibles et de simplifier le mode d'imposition des prélèvements fiscaux.

### La fiscalité ne doit pas compromettre l'accessibilité financière des services

L'un des moyens les plus sûrs de réduire l'adoption des services mobiles consiste à fiscaliser l'accès au marché. La suppression de cette fiscalité est susceptible d'élargir l'assiette fiscale de l'État.

- Les taxes de produit de luxe sur les téléphones et les cartes SIM, ainsi que les autres charges d'activation ou de connexion créent une barrière directe à l'accès et à la connexion des consommateurs au haut débit mobile, surtout sur les marchés en développement et parmi les tranches de population les plus pauvres. Pour permettre à davantage d'utilisateurs d'accéder à la téléphonie mobile, les gouvernements doivent s'attaquer à la barrière du coût générée par les prélèvements fiscaux sur les téléphones et les connexions.
- Comme tout autre impôt visant l'entrée sur le marché, les droits de douane sur les téléphones portables importés limitent l'accès aux services mobiles. Les gouvernements devraient harmoniser leurs politiques fiscales avec l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les technologies de l'information, qui vise à éliminer les droits de douane à l'importation sur les produits technologiques.

### La fiscalité ne doit pas décourager l'investissement

Les impôts sur le chiffre d'affaires ont des effets de distorsion particulièrement importants, car ils s'appliquent de la même manière que l'opérateur gagne ou perd de l'argent, ou qu'il investisse ou non dans de nouveaux réseaux innovants. De plus, lorsqu'ils servent à alimenter des fonds de service universel (FSU), l'absence ou le retard fréquent de distribution des prélèvements encaissés représente un gaspillage des ressources financières des opérateurs.

### Le prix des fréquences doit encourager des services plus abordables et de meilleure qualité

La méthode d'attribution des fréquences doit rechercher un équilibre transparent entre les redevances ex-ante et ex-post pour garantir que les opérateurs ne paient pas deux fois leur accès à une même ressource, car cela découragerait l'investissement. En adoptant une perspective à long terme et des mises à prix raisonnables et en donnant la priorité à l'attribution des fréquences, les gouvernements et les régulateurs ont la possibilité d'aider les opérateurs à offrir des services mobiles abordables et de qualité aux consommateurs.

Source : GSMA



**AFRIQUE SUBSAHARIENNE**



**MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD (MENA)**



**Fiscalité moyenne en % du chiffre d'affaires (2017)**

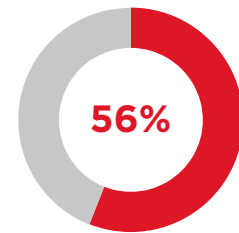
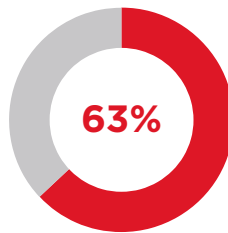
**GÉNÉRALE PROPRE AU SECTEUR**



**GÉNÉRALE PROPRE AU SECTEUR**



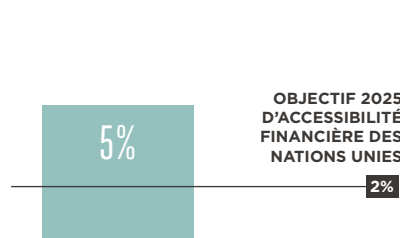
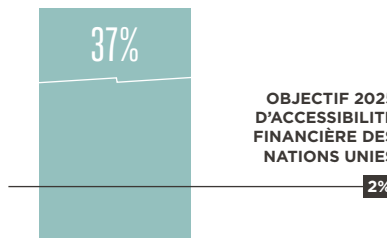
**% de pays ayant une fiscalité propre au secteur en 2017**



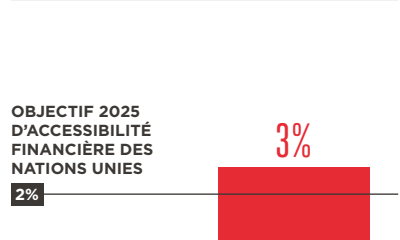
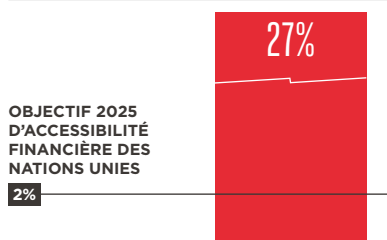
**Nombre d'augmentations ou de nouveaux impôts propres au secteur de 2011 à 2017**



**Prix de 1 Go de donnée, en % des revenus, tous revenus (2017)**



**Fiscalité en % des revenus, tranche des 20 % de revenus les plus bas (2017)**

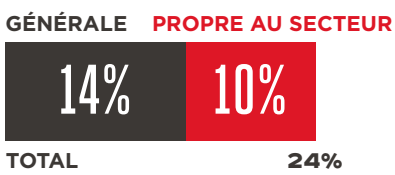






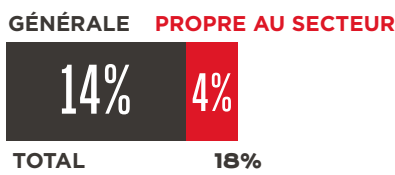
**ASIE PACIFIQUE**

Fiscalité moyenne en % du chiffre d'affaires (2017)



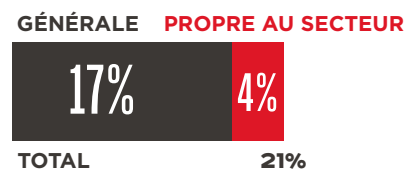
**AMÉRIQUE LATINE**

Fiscalité moyenne en % du chiffre d'affaires (2017)

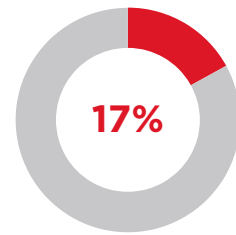
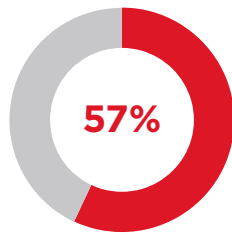
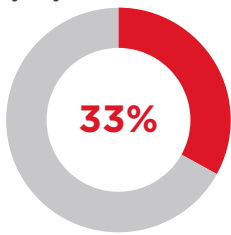


**EUROPE**

Fiscalité moyenne en % du chiffre d'affaires (2017)



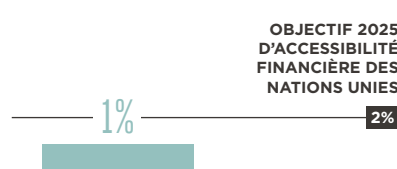
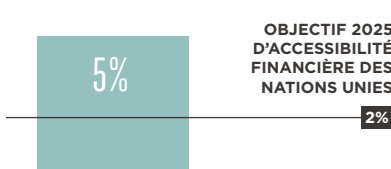
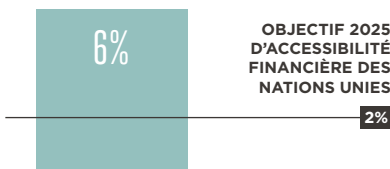
% de pays ayant une fiscalité propre au secteur en 2017



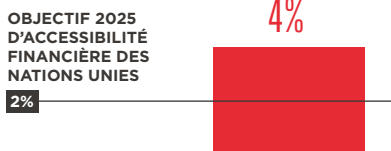
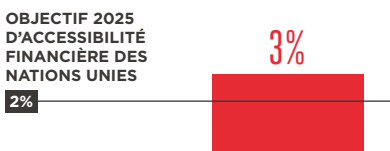
Nombre d'augmentations ou de nouveaux impôts propres au secteur de 2011 à 2017



Prix de 1 Go de donnée, en % des revenus, tous revenus (2017)



Fiscalité en % des revenus, tranche des 20 % de revenus les plus bas (2017)



[gsma.com](https://www.gsma.com)





Pour télécharger l'intégralité du rapport  
(en anglais), veuillez visiter :

[gsma.com/rethinking-mobile-taxation-to-improve-connectivity](https://gsma.com/rethinking-mobile-taxation-to-improve-connectivity)

**GSMA Head Office**

Floor 2

The Walbrook Building

25 Walbrook

London EC4N 8AF

United Kingdom

Tel: +44 (0)20 7356 0600

Fax: +44 (0)20 7356 0601